



Décrypter l'Union Européenne



Fiche :
**L'Europe et
l'évasion fiscale**

Attac Allemagne



Fiche : L'Europe et l'évasion fiscale

Une Europe solidaire a besoin d'une politique fiscale commune !

L'évasion fiscale et le dumping fiscal sont des problèmes européens faits maison

Luxembourg, Pays-Bas, Irlande, Malte, Chypre - nombre des plus grands paradis fiscaux du monde sont des États membres de l'UE. L'Allemagne est également l'une des destinations les plus populaires pour les flux financiers non transparents, en particulier en provenance des pays du Sud, avec l'aide desquels le blanchiment d'argent et la fraude fiscale sont pratiqués à une échelle gigantesque¹. En outre, il existe une douzaine d'autres territoires d'outre-mer principalement britanniques et néerlandais, tels que Jersey, Curaçao et les îles Vierges britanniques.

Les paradis fiscaux ne sont donc pas des États insulaires éloignés. Au contraire, la politique de concurrence a même fait de l'UE le moteur de la concurrence fiscale mondiale. Le pionnier a été l'Irlande, qui applique un taux d'imposition de 12,5 % sur les bénéfices des sociétés depuis 2004. Chypre, l'Estonie et la Bulgarie offrent désormais des taux d'imposition aussi bas et les taux d'imposition des principaux pays industrialisés ont également été progressivement réduits. En Allemagne, les impôts nominaux sur les bénéfices des sociétés, y compris la taxe professionnelle, ont diminué de 10 % depuis 2008 pour s'établir à environ 30 % en moyenne.

Blocus des institutions européennes : Le principe de l'unanimité dans la politique fiscale

A ce jour, il n'existe pas de politique fiscale européenne commune. De nombreuses initiatives ont échoué en raison du principe de l'unanimité en matière fiscale. Alors que le Parlement européen réclame depuis 18 ans une loi uniforme sur l'impôt des sociétés (avec l'approbation de la gauche au conservateur - principalement contre les votes des libéraux et de la droite), de nombreux gouvernements - dont le gouvernement fédéral - bloquent le Conseil européen ou le Conseil "Affaires économiques et financières" parce qu'ils pensent défendre leur localisation ou leur économie.

Résultat : l'évasion fiscale, le blanchiment d'argent et la concentration d'entreprises et d'actifs entre des mains de moins en moins nombreuses.

En particulier, le déplacement mathématique des bénéfices par le biais de prix de transfert manipulés, de paiements d'intérêts, de droits de licence et de brevets, d'assurances, etc. conduit souvent à des taux d'imposition marginaux pour des sociétés multinationales telles que Apple, IKEA, Amazon et Nike. En outre, il existe de nombreuses lacunes et de nombreux accords spéciaux. Pendant des années, Apple a poussé son taux d'imposition dans l'UE en dessous de 1%. Mais des entreprises DAX allemandes telles que BAYER, BASF, E-ON et SAP jouent également dans le concert des évasions fiscales. Selon les estimations du Parlement européen, les États membres de l'UE perdent entre 160 et 190 milliards d'euros par an à cause des ruses fiscales des entreprises.

¹ Markus Meinzer (Steueroase Deutschland, C. H. Beck Verlag 2015) calcule que 2,5 à 3 milliards d'euros de fonds étrangers sont parqués en Allemagne, dont le gouvernement fédéral n'a pas encore informé les pays d'origine.

Fiche : L'Europe et l'évasion fiscale

L'imposition trop faible du revenu et du patrimoine, conjuguée à l'évasion fiscale et au blanchiment d'argent, entraîne une concentration croissante de la richesse entre des mains de moins en moins nombreuses. La richesse des milliardaires croît quatre fois plus vite que la richesse totale. Au fur et à mesure de cette évolution, la confiance dans la démocratie et sa promesse initiale d'une politique juste dans l'intérêt de la souveraineté seront de plus en plus détruites.

Nous avons besoin d'une politique fiscale européenne commune !

Pour mettre un terme à cette évolution et surmonter les nombreux problèmes, nous avons enfin besoin d'une politique fiscale européenne commune qui ne tolérera plus les tentatives nationales isolées au détriment de tous les États membres. L'AG Finanzmärkte und Steuern formule donc les cinq exigences suivantes, qui peuvent être appliquées au niveau européen :

- **Fiscalité à l'échelle du groupe** : les États membres de l'UE doivent enfin se mettre d'accord sur une base commune pour l'imposition des sociétés multinationales. Avec un impôt unitaire (la directive européenne est appelée ACCIS), le bénéfice global d'une entreprise doit être réparti selon une formule entre les pays dans lesquels elle est active. Chaque État pourrait alors imposer la partie des bénéfices qui est attribuée à son territoire. Il n'est donc plus possible de procéder à des transferts fictifs de bénéfices dans les paradis fiscaux.
- **Taux minimaux d'imposition à l'échelle de l'UE** : Afin d'éviter l'exploitation de taux d'imposition différents d'un pays de l'UE à l'autre, il est nécessaire de fixer des taux d'imposition minimaux à l'échelle de l'UE sur les bénéfices des sociétés.
- **Impôts progressifs sur le revenu, le patrimoine et les bénéfices** : Afin d'arrêter la concentration croissante de la richesse entre des mains de moins en moins nombreuses et la concentration des entreprises - en particulier dans l'économie numérique - la richesse, le revenu et les bénéfices doivent être imposés si fortement et progressivement que cette tendance s'inverse. Afin d'impliquer les marchés financiers, nous demandons enfin l'introduction d'une taxe sur les transactions financières.
- **Plus de transparence** : Les nombreux scandales de ces dernières années ont été découverts presque sans exception par des journalistes et des ONG et avec l'aide de dénonciateurs. C'est pourquoi nous avons besoin de plus de transparence : l'exigence de rapports publics par pays sur les activités des entreprises, de registres publics des entreprises, de rapports sur les stratégies fiscales des groupes d'entreprises, d'échanges internationaux de données sur les comptes étrangers, etc.
- **Droit pénal fiscal** : Les délits fiscaux ne sont plus des délits insignifiants. L'évasion fiscale ne doit pas en valoir la peine. C'est pourquoi nous appelons au développement du droit pénal fiscal et à l'introduction du droit pénal des sociétés sur le modèle anglo-saxon. Des lois étendues pour la protection des dénonciateurs sont également nécessaires.

La politique néolibérale de l'UE, qui repose unilatéralement sur la concurrence, doit prendre fin. Pour lutter contre la division sociale et les inégalités croissantes, nous avons besoin de plus de

Fiche : L'Europe et l'évasion fiscale

coopération et de collaboration. Pour une Europe juste et durable fondée sur la solidarité, nous avons besoin d'argent - pour l'éducation, la santé, la lutte contre la pauvreté et le changement climatique. Cet argent est là, non seulement il n'est peut-être pas thésaurisé, mais il doit être mis en circulation. Nous sommes déterminés à changer cela.